



## PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

### OPERATION PREVUE DANS LE CADRE DU PLAN SUBMERSION MARINE

#### CONVENTION CADRE

#### POUR LES TRAVAUX DE CONFORTEMENT DES CORDONS DES CHENAUX DU BAS-MÉDOC POUR LES ANNÉES 2015 À 2023

Entre

l'État (Ministère de la Transition écologique et solidaire), représenté par Madame Fabienne BUCCIO Préfète de Gironde, Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,

et

le Syndicat Mixte des Bassins Versant de la Pointe Médoc, représenté par Monsieur Alain BOUCHON, Président du syndicat, co-financeur et maître d'ouvrage des travaux de confortement des « Cordons des chenaux du Bas Médoc ».

Ci-après désignés par « **les partenaires du projet** »

#### Préambule

##### Présentation de l'opération

La digue estuarienne et les cordons de chenaux (digues qui encadrent chaque chenal débouchant sur la Gironde) constituent un système de protection global du Nord Médoc.

La digue Estuarienne est l'élément structurant de ce système. Son maître d'ouvrage et gestionnaire actuel est le Département de la Gironde ; des travaux de confortement y sont en cours dans le cadre du PSR des maites du Bas-Médoc labellisé en juillet 2012.

Les cordons de chenaux sont les éléments secondaires de ce système de protection. Gérés jusqu'au 14 janvier 2013 par le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant du Nord-Médoc, ils le sont depuis cette date par le Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc (SMBVPM), syndicat issu de la fusion du Syndicat précité avec le

**Syndicat Intercommunal des bassins versants de la Maillarde et du Guy et le syndicat d'aménagement des bassins versants de la région de Saint Yzens de Medoc.**

Le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant du Nord-Médoc, la Communauté de commune de la Pointe Médoc et le Département de la Gironde ont signé en janvier 2013 une charte des bonnes pratiques concernant la gestion du système de protection contre les inondations du Nord Médoc constitué par l'ensemble de ces ouvrages. Dans le même temps, le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant du Nord-Médoc s'était engagé à étudier en complément du PSR des Mattes du Bas-Médoc porté par le Département, une sécurisation de ses ouvrages dont la réalisation devait faire l'objet d'une autre demande de labellisation PSR et de subventionnement au titre du FPRNM.

Une étude de danger commune à l'ensemble du système d'endiguement a été réalisée en 2014.

Ce dossier complémentaire initialement prévu pour le dernier trimestre de 2012 a été déposé en juin 2013, puis complété courant 2014 et labellisé le 19 décembre 2014.

Le présent PSR dans lequel s'inscrivent ces travaux vient donc compléter le confortement du système de protection du casier hydraulique du Nord Médoc en s'attachant à conforter les digues situées le long des chenaux entre la Gironde et leurs portes à flots comme le syndicat s'y était engagé lors du dépôt du premier PSR porté par le Département.

Le système de protection du Bas-Médoc court sur une vingtaine de kilomètres en rive gauche le long de la partie aval de l'estuaire de la Gironde et traverse les communes de Jau-Dignac-et-Loirac, Saint-Vivien-de-Médoc, Talais, Soulac-sur-Mer, et le Verdon-sur-Mer.

Les mattes du Bas-Médoc constituent un polder à part entière depuis plus de trois siècles ; c'est un territoire gagné sur la mer et sur lequel s'est développée une activité encore aujourd'hui principalement agricole. Cet assèchement de la Pointe du Médoc a également permis d'une part la stabilisation géo-morphologique de la Presqu'île du Verdon, qui constitue une frange littorale fragile et d'autre part de développer une urbanisation et des infrastructures (accès routiers, ligne de chemin de fer, ports ...)

Ces digues permettent de protéger la Pointe du Médoc des inondations fluvio-maritimes de l'Estuaire de la Gironde.

Les mattes du Bas Médoc comptent plusieurs chenaux qui font fonction de :

- voies d'entrées d'eau à contrôler
- exutoires des eaux de marais
- de port de plaisance, pêche et site touristique.

Afin de contrôler la montée des eaux, des digues appelées « cordons » encadrent chaque chenal. Ces cordons de chenaux sont implantés « perpendiculairement » à l'arrière de la digue « estuarienne ».

Pour être effective, la protection des digues contre les submersions doit être fermée par des ouvrages hydrauliques permettant le ressuyage des terres protégées, mais

s'opposant à l'entrée des flots de marée. Deux grands types d'ouvrages sont présents sur le système de protection, les portes à flots situées sur les chenaux en retrait de l'estuaire et les complexes vannes/clapets permettant l'évacuation et la régulation des niveaux d'eau dans les différentes sections des mattes (parcelles en arrières de la digue estuarienne).

Les travaux prévus dans le programme du PSR concernent les 9 sites de cordons les plus fragilisés par des tassements de la ligne de crête et des affaissements dans les zones de remous dégradant les berges à l'entrée des chenaux, pour un linéaire de 6,5 km (sur 18 km de cordons au total) et 7 ouvrages hydrauliques.

La présente opération a fait l'objet, en date du 22 décembre 2014, d'un avis favorable à la labellisation de la Commission Inondation du Bassin Adour-Garonne assorti de recommandations concernant l'élaboration du dossier loi sur l'eau et la gestion de l'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI. Cette opération a été labellisée sous le nom de PSR « Cordons des Chenaux du Bas-Médoc ». C'est sur cette opération que porte la présente convention cadre de régularisation.

### Situation actuelle

Les présents travaux intervenant en complément des travaux programmés dans le cadre du PSR des Mattes porté par le Département de la Gironde sur la digue de bord de Gironde, la finalisation de la présente convention avait été mise en attente de la signature de la convention financière relative à ce premier dossier pour lequel un premier projet de convention cadre relatif à ces travaux avait été rédigée et signé par le Conseil Général de la Gironde. Toutefois, sa signature définitive par l'État avait été différée en l'attente du dépôt de l'étude de danger des ouvrages de protection et de la justification de la compatibilité des travaux avec les conclusions de cette étude, demande de la Commission Mixte Inondation, organe de labellisation de ce PSR des mattes du Bas-Médoc.

Celle-ci est aujourd'hui signée.

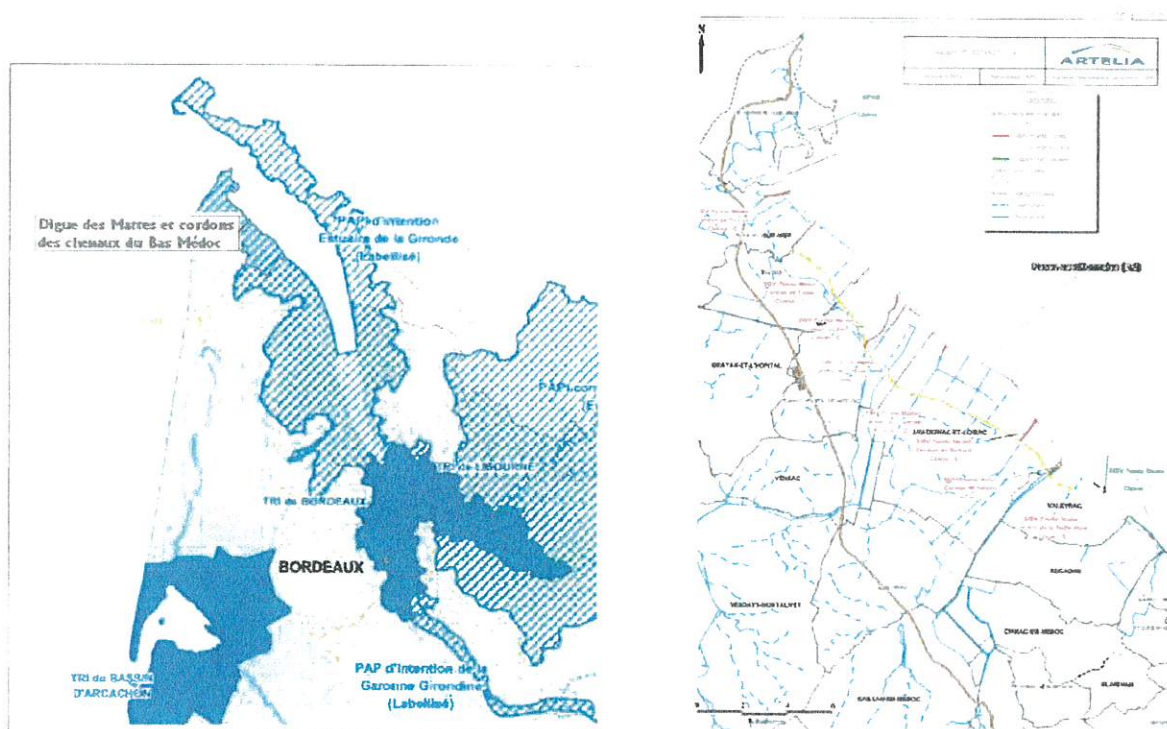
La présente convention a donc pour objet de permettre le financement des travaux à mettre en œuvre dans le cadre du PSR des Cordons des Chenaux du Bas-Médoc. À la fois pour les tranches de travaux restant à réaliser, mais aussi pour les travaux déjà réalisés, en assurant le paiement de la part de subvention correspondante afin d'honorer les engagements financiers de l'État pris lors de la labellisation (le dossier de demande de subvention ayant été considéré complet, le syndicat disposait d'une autorisation de commencer les travaux de façon anticipée).

### **Article 1 - Périmètre géographique du projet**

Le projet concerne l'extrémité Nord de la Pointe du Médoc (rive gauche de l'Estuaire de la Gironde à proximité de l'embouchure de ce fleuve), laquelle se situe au Nord du département de la Gironde en Nouvelle-Aquitaine, dans le bassin Adour-Garonne.



Les travaux relatifs à ce PSR se situent sur les communes de Jau Dignac Loirac, St Vivien de Médoc, Talais, Soulac sur mer, Valeyrac et Begadan (limite nord de la commune).



## Article 2 - Durée de la convention

La présente convention couvre les travaux réalisés au titre du programme labellisé au titre des années 2015-2023.

## Article 3 - Cadre juridique

Les principaux textes applicables dans le cadre de la Convention sont rappelés ci-après :

- Code de l'environnement dans son ensemble, et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
  - la loi n° 2003-699 du 30/07/03 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
  - la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
  - la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- décret n° 2007-1735 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques ;
- décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques et notamment ses articles 30 et 31 ;
- de façon générale toute la législation en vigueur relative à la sécurité des ouvrages de protection des personnes et des biens (parmi lesquels les arrêtés ministériels de définition de l'échelle de gravité des événements, précisant les catégories et critères des agréments des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques, définissant le plan et précisant le contenu des études de dangers des digues ...)

#### Article 4 - Description sommaire du projet et de ses objectifs

Le projet a fait l'objet d'une demande de labellisation en vue de l'obtention d'une subvention, en date du 4 février 2014.

Après une première phase d'instruction, le dossier a été examiné par la commission inondation du bassin Adour-Garonne le 22 décembre 2014 qui a proposé un avis favorable à la labellisation du dossier.

Les travaux projetés ont pour objectifs le confortement et la sécurisation de tronçons dégradés de la cordons de chenaux des mattes Bas-Médoc, sans rehausse de la cote initiale de ces cordons et des ouvrages hydrauliques associés.

Travaux	Localisation	Projet	Financement
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m

Travaux	Localisation	Projet	Financement
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m

Travaux	Localisation	Projet	Financement
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m
Travaux de confortement	Matte de Marennes	1.000 m	1.000 m

## **Article 5 - Programme de travaux et entretien**

Le Syndicat Mixte des Bassins Versant de la Pointe Médoc est reconnu maître d'ouvrage pour ce qui concerne les travaux effectués sur ces digues.

Il est aussi reconnu gestionnaire de ces ouvrages, c'est-à-dire qu'il assure les missions d'entretien et de surveillance au sens du décret n° 2007-1735.

### **Rappel des recommandations émises lors de la labellisation**

- Compléter l'étude des risques par les périmètres de protection des captages d'eau potable ;
- réaliser au plus tard lors de la constitution du dossier à déposer au titre de la loi sur l'eau (travaux sur les digues, travaux en lit mineur des cours d'eau,...) :
  - un diagnostic de la flore et de la faune comprenant un état initial, la situation des populations de chaque espèce protégée, la cartographie des zones hébergeant les stations d'espèces et un bilan des menaces pesant sur leur conservation ;
  - une étude de l'impact qu'il soit direct ou indirect, temporaire ou permanent, attendu du projet ;
  - une évaluation des incidences Natura 2000.

En cas d'impact, la conception du projet devra privilégier la recherche de mesures destinées à supprimer, puis réduire les atteintes aux espèces protégées.

- Veiller à la prise en compte des incidences de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, pour ce qui concerne son volet compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations). La structure porteuse du projet s'assurera notamment de se structurer conformément aux dispositions de la loi dans les délais impartis pour assurer la bonne gestion, du PSR, et en vue de la désignation d'un gestionnaire unique du système d'endiguement.

## **Article 6 - Montant et échéancier prévisionnel des opérations de travaux**

Sur la durée de la présente convention, le coût total des opérations de travaux est évalué à **717 096€** (montant total HT du programme).

La présente convention porte sur les tranches de travaux à réaliser, ainsi que sur les travaux réalisés à ce jour, car ayant fait l'objet d'une autorisation de commencement anticipé au regard du caractère urgent dont ils revêtaient.

## Échéancier prévisionnel et montant des travaux à réaliser :

ANNEE	TRAVAUX	MONTANT (€ H.T) PSR
2019	GILANTOLI CV 25	17 200,00 €
	DENARD CV 18	21 000,00 €
	VILLENEUVE CV 17	17 200,00 €
2020	GUA SUD AMONT 1000m	35 585,00 €
	GUA SUD AVAL 1600m	56 936,00 €
2021	PORT GOULEE NORD	68 466,00 €
	PORT DE GOULEE SUD	54 588,00 €
2022	RICHARD NORD	18 504,00 €
	RICHARD SUD	101 773,00 €
2023	NEYRAN SUD	97 147,00 €
	NEYRAN NORD	120 278,00 €
	LA REILLE NORD	28 219,00 €
	<b>TOTAL TRAVAUX</b>	<b>636 896,00 €</b>

## Travaux réalisés :

ANNEE	TRAVAUX	MONTANT (€ H.T) PSR
2015	RIGON II CV 2	17 200,00 €
2016	PALADON CV 19	21 000,00 €
	CHARMAIL CV 9	21 000,00 €
	BERNADA CV 11	21 000,00 €
	<b>TOTAL TRAVAUX</b>	<b>80 200,00 €</b>

Le plan de financement prévisionnel prévoit un taux de financement de l'État de 40 %, du Département de la Gironde de 35 % et du SMBVPM de 25 %.

Le financement de l'État est de **286 838,40 €**. Il sera assuré par le fond de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM).

(\*) Le SMBVPM a donc sollicité le Département de la Gironde à concurrence de 35 % des montants de ces travaux. Toutefois, celui-ci n'attribue ce type de subvention qu'année par année.

Le Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc s'engage donc par la présente convention à assurer l'ensemble de ce financement en l'absence de subvention de la part du Département.

Dans ces conditions, l'échéancier prévisionnel de l'engagement des dépenses se décompose ainsi :

FINANCEURS	Engagement des dépenses par années (en € HT)*						TOTAL
	Travaux réalisés en 2015 / 2016	2019	2020	2021	2022	2023	
SMBVPM(*)	48 120,00 €	33 240,00 €	55 512,60 €	73 832,40 €	72 166,20 €	147 386,40 €	430 257,60 €
ÉTAT	32 080,00 €	22 160,00 €	37 008,40 €	49 221,60 €	48 110,80 €	98 257,60 €	286 838,40 €
<b>TOTAL</b>	<b>80 200,00 €</b>	<b>55 400,00 €</b>	<b>92 521,00 €</b>	<b>123 054,00 €</b>	<b>120 277,00 €</b>	<b>245 644,00 €</b>	<b>717 096,00 €</b>

\* Engagement prévisionnel s'agissant de la période 2019-2023

Il est rappelé que les travaux, objet de la présente convention, devront avoir démarré dans un délai maximal de 24 mois, à compter de la date de la signature de la convention. À titre indicatif, la durée de réalisation de ces travaux est fixée à 7 ans.

#### **Article 7 - Financement des opérations d'entretien**

Le montant nécessaire à l'entretien de ces ouvrages est assuré par le Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc.

#### **Article 8 - Décision de mise en place de financement**

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues par la Convention sont prises par les Parties dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

#### **Article 9 - Révision de la convention**

Sous réserve que ne soit pas porté atteinte à son économie générale, la présente convention peut être révisée au moyen d'un avenant sans nouvel examen par le comité de labellisation, notamment pour permettre :

- une modification du programme de travaux initialement arrêté ;
- une modification de la répartition des financements initialement arrêtée ;
- l'adhésion d'un nouveau partenaire au programme de travaux ;
- la prise en compte de nouvelles dispositions réglementaires et législatives.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut proposer un avenant. La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle Aquitaine évalue l'opportunité de l'avenant proposé et décide des suites à donner à la proposition d'avenant.

Si l'un des signataires de la présente convention estime que les modifications envisagées, par leur ampleur (financière ou technique), remettent en cause l'équilibre général du projet tel qu'il a été labellisé initialement, il est fondé à saisir le comité de labellisation compétent, qui déterminera si le projet modifié doit faire l'objet d'une nouvelle procédure de labellisation.

#### **Article 10 - Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée faute d'accord entre les partenaires du projet. Dans ce cas, la demande de résiliation est accompagnée d'un exposé des motifs présenté à la DREAL Nouvelle Aquitaine. Elle fera l'objet d'une information au comité de labellisation compétent.



### Article 10 - Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée faute d'accord entre les partenaires du projet. Dans ce cas, la demande de résiliation est accompagnée d'un exposé des motifs présenté à la DREAL Nouvelle Aquitaine. Elle fera l'objet d'une information au comité de labellisation compétent.

La décision de résiliation a la forme d'un avenant à la convention qui précise, le cas échéant, les conditions d'achèvement des opérations en cours d'exécution.

### Article 11 - Litiges

En cas de litige sur les dispositions contractuelles et les engagements financiers, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Bordeaux.

### Article 12 - Dispositions particulières

Le financement intervient dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente convention.

A **ST-VIVIEN-DE-MÉDOC**

Le **12 AOUT 2019**

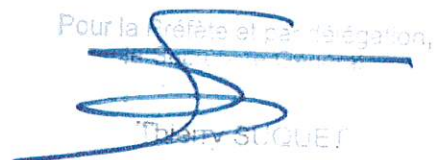
A **BORDEAUX**

Le **26 SEP. 2019**

Syndicat Mixte  
des Bassins Versants  
de la Pointe Médoc  
33 590 ST VIVIEN DE MEDOC



Le Président du Syndicat Mixte des  
Bassins Versant de la Pointe Médoc.

Pour la Préfète et par délégation,  
  
Thierry SUQUET

La Préfète de la Gironde,  
Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine.